

Conseil maritime ultramamarin du bassin Antilles

Séance plénière du
Jeudi 23 janvier 2020

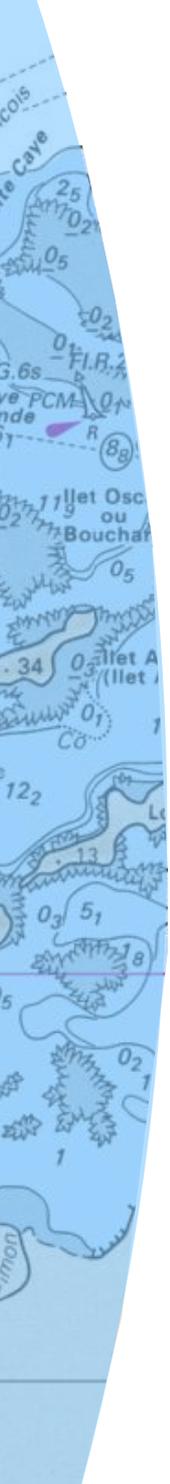


Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

www.ecologique-solidaire.gouv.fr/



Discours introductifs



Ordre du jour détaillé

Ordre du jour détaillé

1) Procédure d'approbation du DSB :

Echéances à venir

2) Présentation générale du DSB et modifications effectuées

Travaux réalisés depuis la plénière du mois de juin 2019

3) DSB : fiches thématiques

5 thèmes : ports de commerce & réseaux maritimes, mer & société, ressources marines, pêche & aquaculture, coopération régionale maritime

4) Avis du CMUBA sur le DSB

Indispensable avant de lancer la procédure de consultation



Suite du Conseil plénier du 11 juin 2019

→ Dernière plénière en date le 11 juin 2019 en Martinique

- Projet de PV de cette plénière envoyé le 5 juillet 2019 pour avis

=> PV finalisé suite à vos retours pour signature Préfets

- Arrêté interpréfectoral de modification de la composition du CMUBA le 21 août 2019

=> envoi à tous les membres le 22 août 2019





Procédure d'adoption du DSB

Rappels sur la portée du DSB

Le DSB « précise et complète les orientations de la Stratégie Nationale pour la Mer et le Littoral au regard de ses enjeux économiques, sociaux et écologiques propres » (art R. 219-1-23)

Doivent être **compatibles** (non-contrariété):

- Plans, programmes et schémas relatifs aux activités localisées dans espaces maritimes / fonds marins / sous-sol de la mer / espace aérien surjacent
- Travaux, ouvrages ou aménagements soumis à étude d'impact

Doivent **prendre en compte** le DSB (respect des orientations fondamentales) :

- Plans, programmes et schémas susceptibles d'avoir une incidence significative sur la mer



Rappels sur la portée du DSB

DSB = cadre à respecter pour :

- Les documents de planification maritime : plan de gestion parc marin, réserves naturelles, SRDAM, etc
- Les documents de planification à la fois sur terre et en mer : SAR avec volet SMVM / PAD, SDAGE et divers contrats de milieux (littoral, baie, rivière)

Le DSB se pose en **outil de mise en cohérence.**



Rôle du DSB ?

→ Mise en valeur d'un espace à une nouvelle échelle, celle du **bassin maritime** :

- * déterminer des mutualisations possibles (installations, infrastructures), partager des stratégies (nautisme, environnement, portuaire),
- * valoriser un patrimoine commun (environnement marin, destination Antilles),
- * travailler à l'échelle régionale sur des sujets communs (sargasses, recherche scientifique, résilience aux événements climatiques).

→ Planifier de manière concertée de futurs développements économiques en mer

→ Les avis du CMUBA en s'appuyant sur le DSB - voir discussions en plénière juin 2019 (R219-1-16 du CE)



Saisine de l'Autorité environnementale

Procédure d'adoption du DSB conformément au code de l'environnement, une fois le projet de DSB soumis au CMUBA plénier :

1/ Saisine de l'Autorité environnementale (= Conseil général de l'environnement et du développement durable, CGEDD) sur le projet de DSB et un rapport sur les incidences environnementales :

→ délai de 3 mois pour émettre un avis

(A défaut de s'être prononcée dans le délai indiqué au premier alinéa, l'autorité environnementale est réputée n'avoir aucune observation à formuler.)

cf. articles R122-17 et R122-21



Consultation des organismes visés au R219-1-24

2/ En parallèle, consultation des organismes suivants (article R219-1-24)

- **« les conseils généraux et les conseils régionaux »**

→ *collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, collectivité territoriale de Martinique, Conseil régional de Guadeloupe, Conseil départemental de la Guadeloupe*

- **« les conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux »**

→ *Conseil économique, social, environnemental, de la culture et de l'éducation de Martinique (CESECEM), Conseil économique, social, environnemental de Guadeloupe, Conseil économique, social, culturel et environnemental de Saint-Barthélemy, Conseil économique, social, culturel de Saint-Martin.*

Consultation des organismes visés au R219-1-24

2/ En parallèle, consultation des organismes suivants (article R219-1-24)

- « **le Conseil national de la mer et des littoraux** »
 - *son avis sera certainement porté à l'avis final des ministres*
- « **les comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins ou à défaut le Comité national de la pêche et des élevages marins** »
 - *CRPMEM de Martinique et des îles de Guadeloupe*



Consultation des organismes visés au R219-1-24 (suite)

- « les comités de bassin et les offices de l'eau »

→ Offices de l'eau de Martinique et de Guadeloupe, Comité de l'Eau et de la Biodiversité de Martinique et de Guadeloupe

- « les commissions nautiques locales »

- « les chambres consulaires »

→ *CCI Martinique, CCI Guadeloupe, Chambre Économique Multiprofessionnelle de St-Barthélemy, Chambre Consulaire Interprofessionnelle de St-Martin*

- « les ARS »



Consultation des organismes visés au R219-1-24 (suite)

- **« les conseils de coordination interportuaire »**
 - *le conseil de coordination interportuaire Antilles-Guyane*
- **« les établissements publics de l'État chargés d'une politique de recherche, de gestion ou de protection liée au littoral et aux milieux marins »**
 - *IFREMER, Parc national de la Guadeloupe, Université des Antilles, Office français pour la biodiversité (dont le parc naturel marin de Martinique), BRGM, les GPM Martinique et Guadeloupe, Ademe*



Consultation des organismes visés au R219-1-24 (suite)

- « les syndicats mixtes d'aménagement et de gestion des parcs naturels régionaux »
 - *Parc naturel régional de Martinique*
 - « les associations agréées de protection de la nature dont les statuts prévoient qu'elles agissent pour la protection du milieu littoral et marin sur la base des listes établies par les préfets de département »
 - *voir listes*
- **délai de 3 mois** (à défaut, avis réputé favorable)



Consultation du public

2bis/ En parallèle de la consultation des organismes précités,

consultation du public pendant 2 mois

sur les sites internet du ministère chargé de la mer, du ministère chargé des outre-mer et de chaque préfecture de région

→ Les observations du public font l'objet d'un compte rendu de synthèse à l'intention de la commission DSB.

→ article R219-1-25



Saisine des ministres

3/ A l'issue de ces consultations,

saisine des ministres chargés des outre-mer et de la mer

à partir du projet de DSB et tous les avis rendus :

les ministres peuvent se prononcer sur la compatibilité du DSB avec la
SNML

→ article R219-1-26



Adoption du DSB

4/ A l'issue de tous ces avis,

validation du projet de DSB par la commission DSB.

5/ Puis, **avis final du CMUBA réuni en séance plénière** sur le projet de DSB accompagné d'une synthèse des procédures consultatives intervenues.

6/ **Adoption du DSB par arrêté conjoint des Préfets** qui co-président le Conseil maritime.

Objectif : adoption avant fin 2020





DOCUMENT STRATÉGIQUE DE BASSIN

Élaboration du DSB

- Travaux engagés depuis mars 2016
- État des lieux validé lors de la plénière de juin 2019
- Aujourd'hui, présentation du Document stratégique de bassin consolidé

Résultat de près de 2 ans de concertation :

commissions DSB, 3 séminaires (avec une dizaine de tables rondes au total), plénières en Guadeloupe et en Martinique

Document stratégique de bassin

DSB composé de 10 fiches :

- *environnement marin*
- *formation aux métiers de la mer*
- *recherche & innovation*
- *ports & réseaux maritimes*
- *coopération régionale*
- *pêche & aquaculture*
- *plaisance & activités nautiques*
- *mer & société*
- *ressources marines*
- *risques*

Ont fait l'objet de
tables rondes
lors des
séminaires DSB

Travaillée en
commission
nautisme

Décidées en
commission DSB



Fiches thématiques du DSB

Pour chaque fiche :

- 1) État des lieux synthétique
- 2) Éléments clés
- 3) Matrice AFOM (Atouts Forces Opportunités Menaces)
- 4) Enjeux et objectifs



Document stratégique de bassin

DSB présenté pour la 1ère fois lors de la plénière du 11 juin 2019.

Il a ensuite été re-travaillé à partir

- des remarques formulées en séance
- des avis formulés suite à la saisine le 7 juillet 2019 pour **avis avant le 30 septembre 2019**

Les collectivités ont également reçu un courrier signé des Préfets.

Retours : DEAL 971, UMEP, CR 971, AFB, GPMG, Ifremer, SGAR (Prefecture) 971, CTM



Evolution par rapport à la plénière de juin 2019

Principales évolutions :

- 3 documents désormais :
 - **Le Document stratégique de bassin** : volet principal, par fiche thématique, avec diagnostic, AFOM, enjeux / objectifs
 - Une **annexe** relative aux **indicateurs** :
 - un travail sur les sources a été réalisé
 - **L'état des lieux** du DSB (validé en plénière en juin 2018)

Evolution par rapport à la plénière de juin 2019

- **Mise à jour des diagnostics :**

- État des lieux validé sous réserve : modifications effectuées
- Données relatives aux GPMG : données 2018 (lorsqu'elles sont connues)
- Données relatives au SIH 2018
- Données de masses d'eaux côtières

....

- **Préambule**

- **Objectifs :**

→ certains enjeux et objectifs stratégiques ont été reformulés, détaillés (texte explicatif) pour mieux en prendre la mesure

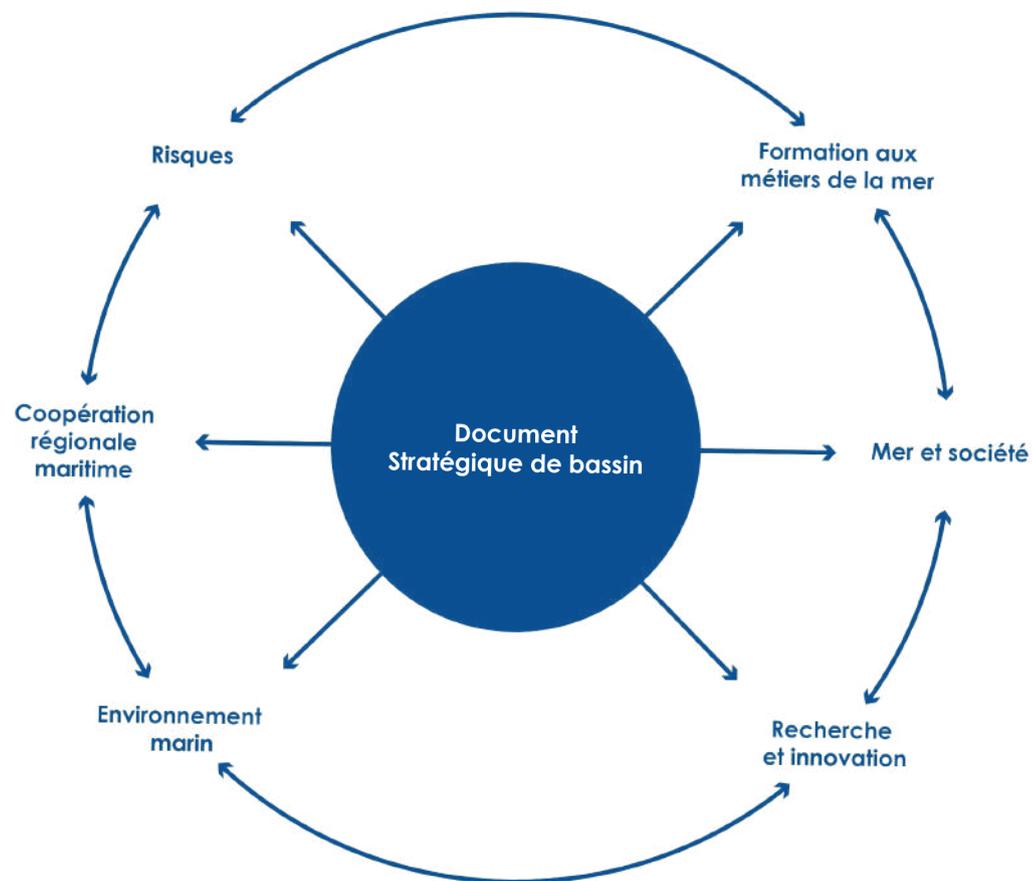
Evolution par rapport à la plénière de juin 2019

- Sur l'approche sectorielle et « en silo » :

Pêche & aquaculture	Thématiques « filières »
Plaisance & activités nautiques	
Port de commerce & réseaux maritimes	
Ressources marines	
Coopération régionale maritime	Thématiques transversales
Environnement Marin	
Formation aux métiers de la mer	
Mer & Société	
Recherche & innovation	
Risques	

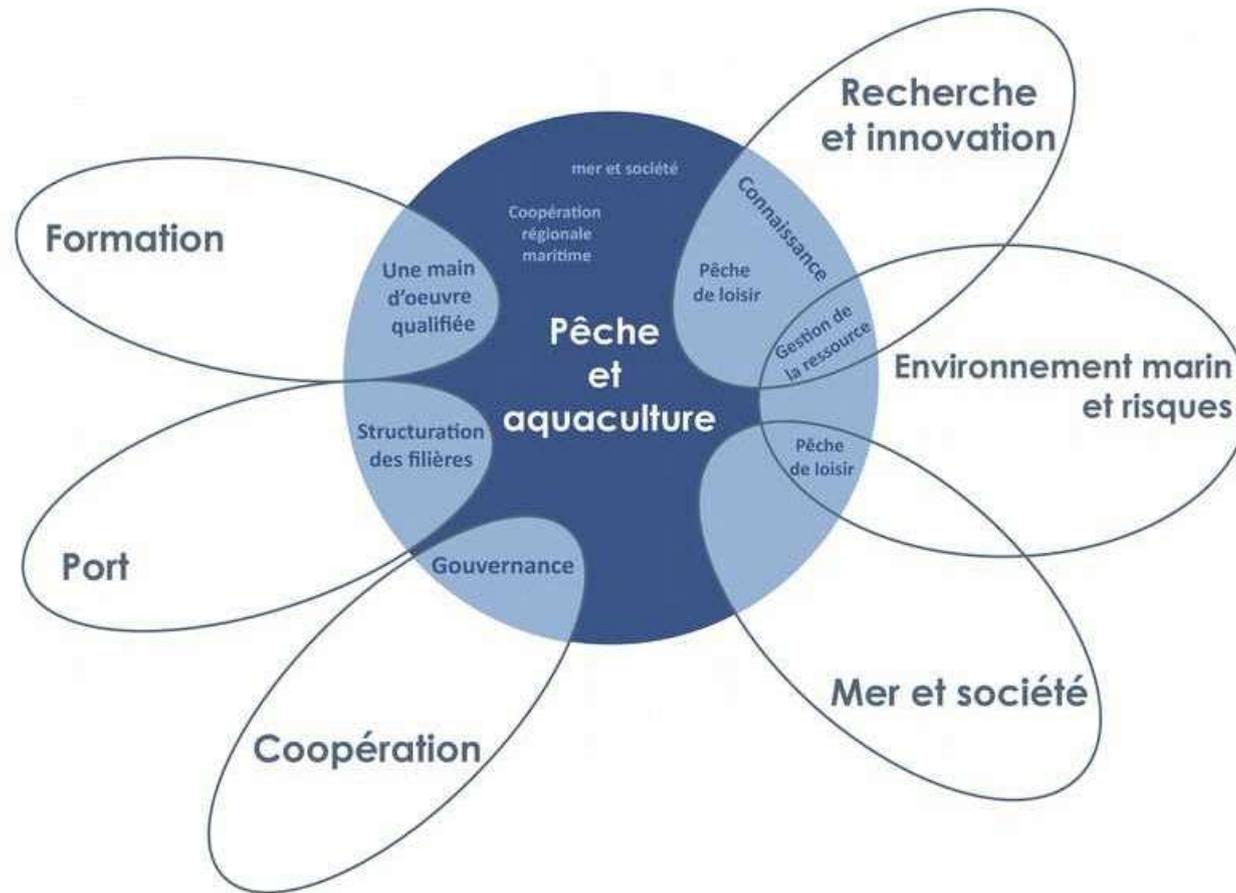
Evolution par rapport à la plénière de juin 2019

Nécessité d'une **lecture transversale** pour une approche systémique de toutes les thématiques :



Evolution par rapport à la plénière de juin 2019

Pour les thématiques « filières », des schémas de croisement des enjeux ont été élaborés pour mettre en avant la transversalité des thématiques.

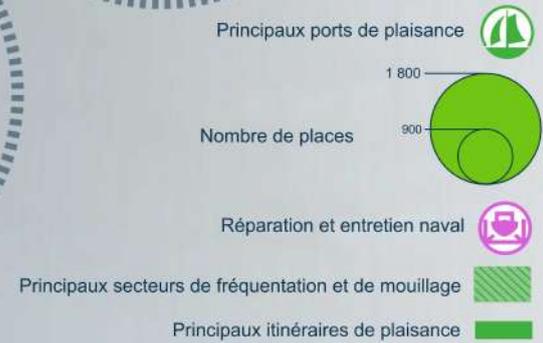
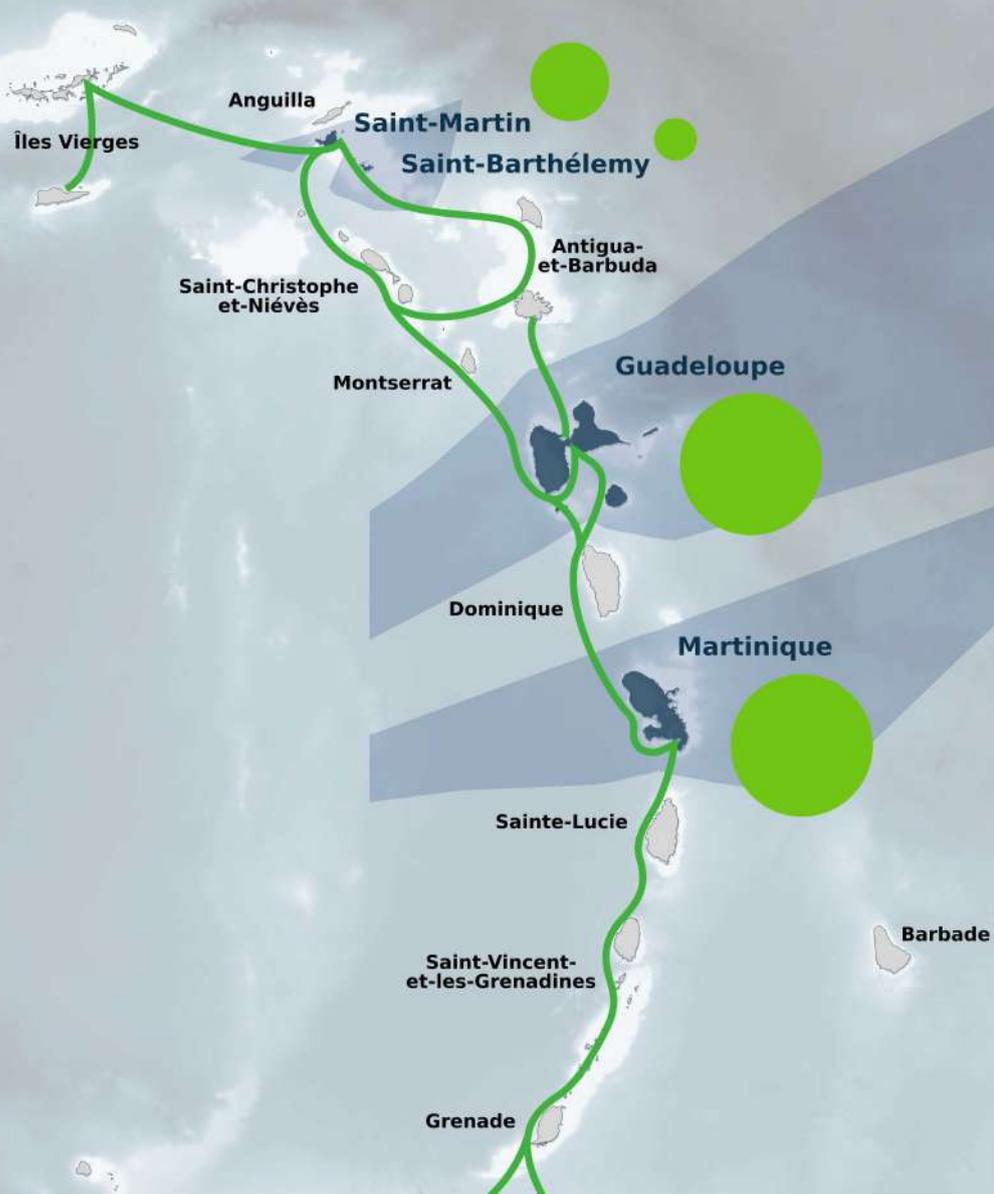


Evolution par rapport à la plénière de juin 2019

- Suivi du DSB :

- Un suivi des indicateurs sera réalisé, a minima sur les principaux indicateurs.

La plaisance



Sources
 Bathymétrie : GEBCO
 Délimitations maritimes : Shom
 Délimitations administratives : EuroGeographics



DSB - Fiches thématiques

Document stratégique de bassin

DSB composé de 10 fiches :

- *environnement marin*
- *formation aux métiers de la mer*
- *recherche & innovation*
- *plaisance & activités nautiques*
- *risques*
- *ports & réseaux maritimes*
- *mer & société*
- *ressources marines*
- *pêche & aquaculture*
- *coopération régionale*

Présentées lors de la plénière du 11 juin 2019

**5 FICHES
PRESENTEES
CE JOUR**



Fiches thématiques du DSB

Plénière = début de la consultation

→ Présentation des **enjeux** et **objectifs**

DSB = document supra, avec des objectifs globaux



(pas de plan d'action à ce stade, contrairement au SDAGE ou plan de gestion du PNM par ex)

→ Remarques et commentaires attendus : un temps d'échanges est prévu pour chaque fiche



Ports de commerce et réseaux maritimes



| Port de Galisbay (Saint-Martin)
© Soualiga



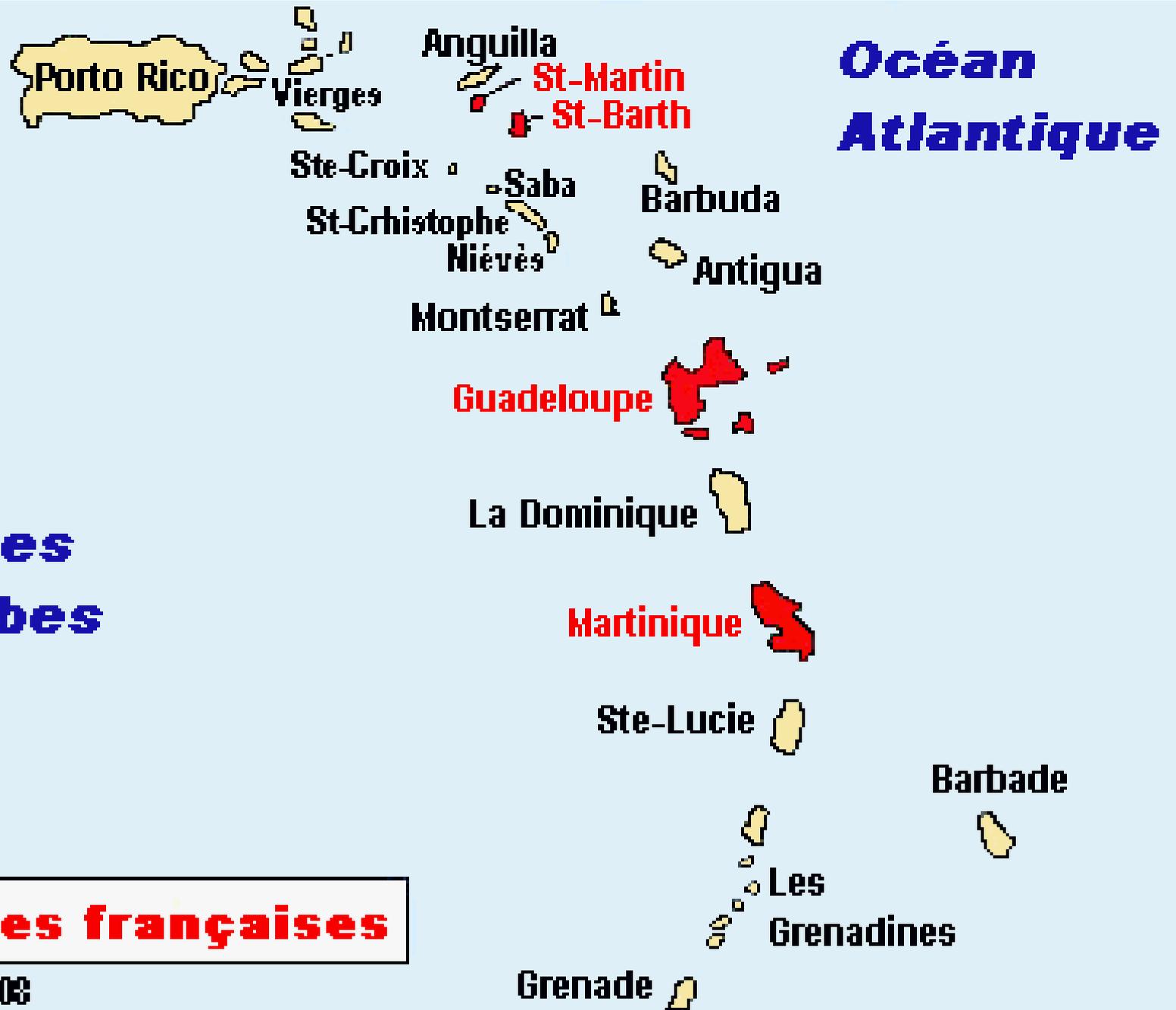
| Port de commerce (Saint-Barthélemy)
© Collectivité de Saint-Barthélemy



| Grand Port Maritime
(Martinique) © GPMLM



| Grand Port Maritime
(Guadeloupe)
© Guadeloupe Port Caraïbes



● **Antilles françaises**

© J. Leclerc 2008

ENJEUX PORTS DE COMMERCE ET RÉSEAUX MARITIMES

Gouvernance

Compétitivité à l'international

Performance économique

Performance
environnementale



ENJEU :

Gouvernance

OBJECTIFS

1 - Renforcer une stratégie de développement concertée des ports et définir des stratégies communes
(le hub «Martinique-Guadeloupe» ou «Guadeloupe–Martinique »)

Indicateurs de suivi et sources :

Conseil de coordination inter - portuaires GPM

2 - Renforcer les partenariats État / Collectivités et secteur privé en faveur du développement portuaire

Indicateurs de suivi :

Nbre de conventions ou partenariat contractualisés entre Etat
Collectivités et secteur privé

Sources :

Collectivités, UMEP, GPM, ports de commerce...



ENJEU : Compétitivité à l'international

OBJECTIFS

1 - Se positionner dans le marché international des flux de marchandises et rester dans le flux mondial

Indicateurs de suivi :

Nbre de lignes de commerce entre les AF et les îles voisines, Volumes transportés
Données des flux import, export, transbordement, nombre d'escales, bassin d'emplois Etc...Rang européen et caribéen des ports français du bassin

Sources : GPM, UMEP, ports de commerce...

2 - Consolider les grands ports dans leur vocation de porte d'entrée de l'Europe et de levier de développement des territoires

Indicateurs de suivi :

Nbre de ports de la Région disposant d'un CCS, fréquence des escales des Porte conteneurs. Nombre de conteneurs équivalents 20 pieds (EVP) import, export et transbordés. Routes maritimes « préférentielles ».

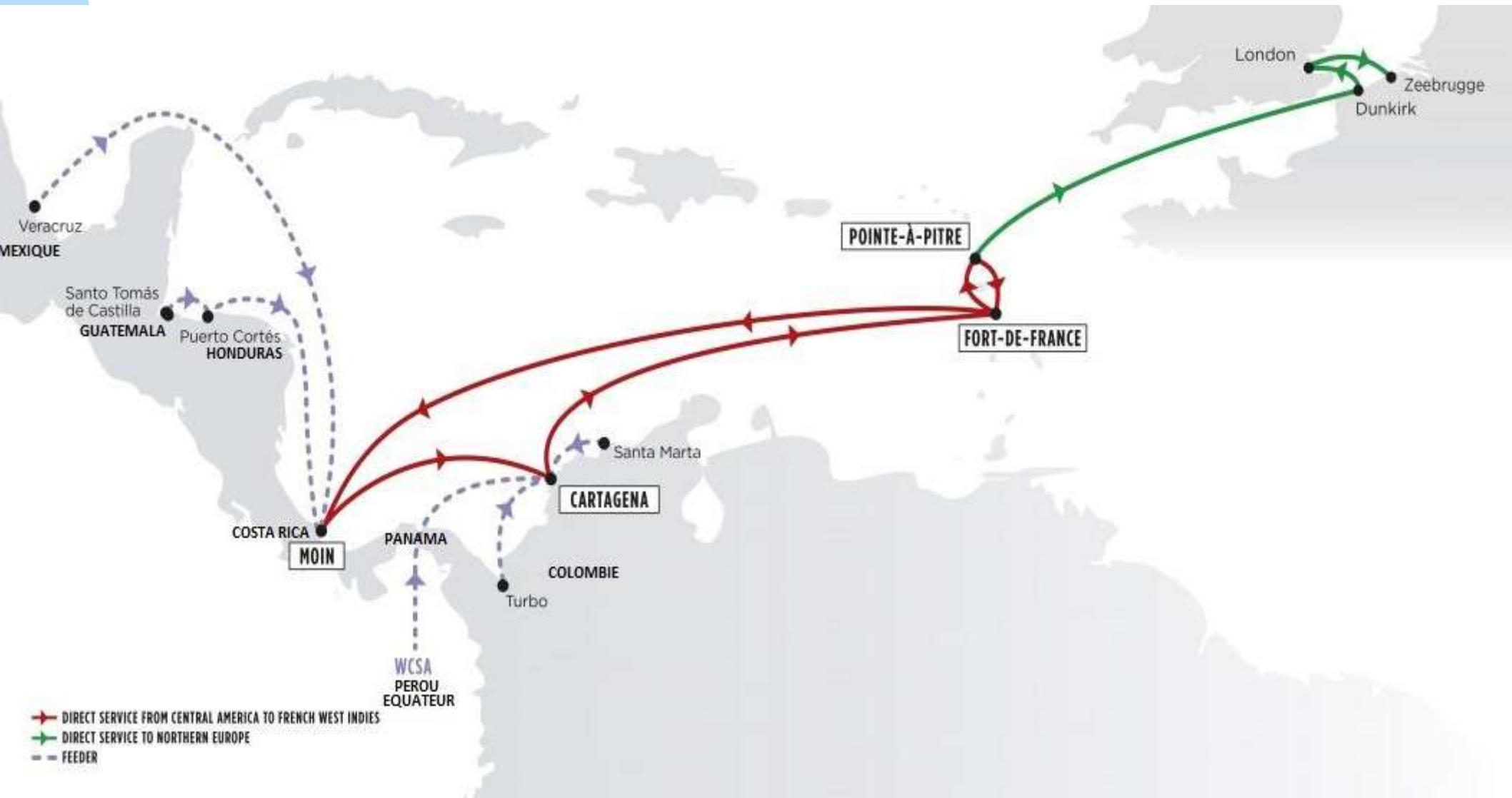
Sources : GPM, UMEP, CCS....



CMA CGM Europe du Nord, Antilles, Costa Rica, Colombie et Jamaïque. 2 fois par semaine, 6 navires de 3500 EVP reefers, dont 4 sous pavillon français.



Service MARFRET et FERRYMAR boucle intra-caraïbe Colombie, Pérou, Costa Rica



Après le CCS



ENJEU : Performance économique

OBJECTIFS :

1 - Améliorer la fluidité et l'efficacité de la chaîne logistique au sein du Marché Unique Antillais (MUA)

Indicateurs de suivi : Indice du coût logistique – Actions Douanes et CCS de GPE et MTNQ de facilitation et sécurisation du transit.

Sources : GPM, UMEP, Douanes

2 - Mettre en place des équipements portuaires qui répondent aux besoins des professionnels

Indicateurs de suivi : Surfaces et types d'infrastructures portuaires

Sources : GPM

3 - Maintenir et/ou augmenter la capacité de réparation navale dans les ports

Indicateurs de suivi : Nbre d'infrastructures/chantiers navals/ zones/Navires traités services proposés/bassin d'emploi...

Sources : GPM, Clusters Maritimes, secteur privé...

4 - Développer l'intelligence économique

Indicateurs de suivi : Nouveaux outils

Sources : GPM, secteur privé, Ambassades



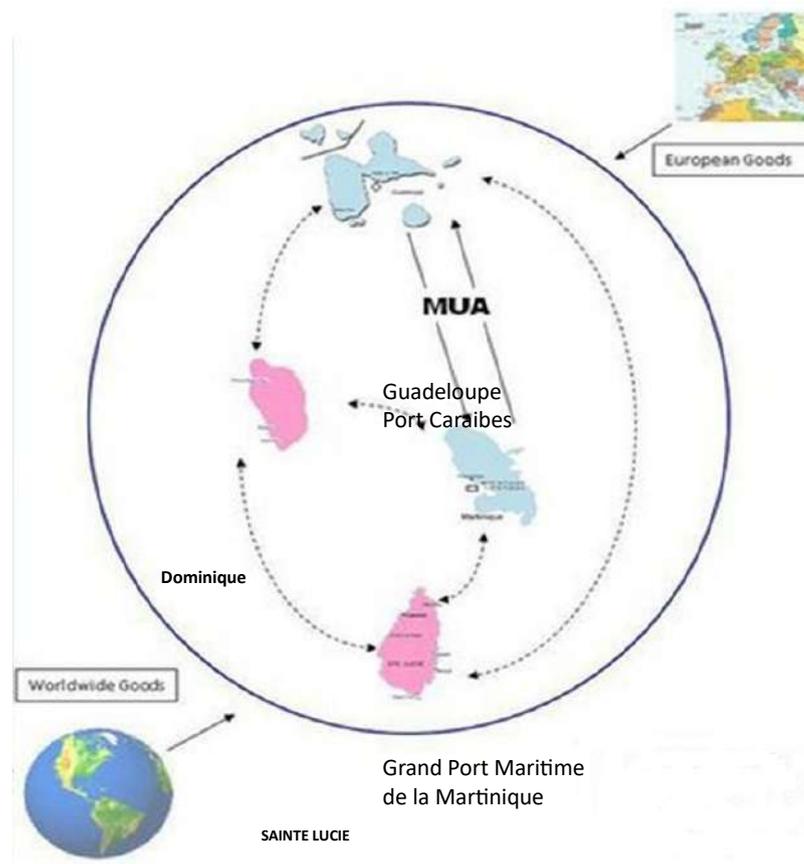
VERS UNE PLATE FORME DES ECHANGES DEMATERIALISES DANS LE MARCHE UNIQUE ANTILLAIS

Treize réunions préparatoires ACOMUA de 2012 à 2016

Identification des freins au MUA
Observation des pratiques
Constat des manques

Participants au Séminaire interrégional Guadeloupe - Martinique :

Douanes, Région Guadeloupe, SCDTG, GPMG, SA CEIBA, MARFRET, CMA-CGM, MAERSK, LAFARGE, PILOTAGE-LAMANAGE, ALBIOMA, SCDTM, PORT+, TRANSMADIKERA, BOLLORE Outre-Mer, CTS Guyane.



Conclusion

Expression d'une volonté commune des entreprises et des métiers en Guadeloupe et en Martinique (Douanes, Organismes de transport, Transporteurs inter îles, compagnies maritimes, Chargeurs), de travailler à une plate forme de dématérialisation totale de la supply - chain dans le MUA ...

VERS UNE PLATE FORME DES ECHANGES DEMATERIALISES DANS LE MARCHE UNIQUE ANTILLAIS

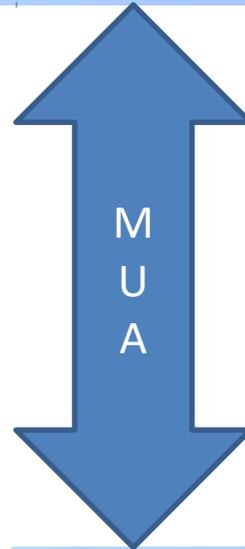


**POUR Y
PARVENIR**

**Au plus haut niveau de l'Etat
prise en compte de la réalité de
la dématérialisation de la
supply chain Maritime et
Portuaire sur les ports de
Guadeloupe et de Martinique
depuis 2002 et EVOLUTION DU
DECRET 2015-1077 du
26/08/2015**

**Harmonisation et Simplification
des procédures et des pratiques
du transit MUA en Guadeloupe
et en Martinique**

**Dématérialisation de toutes les
procédures dans le MUA y
compris du traitement global
de l'Octroi de Mer**



**POUR
OBTENIR**

**Un Hub Guadeloupe
-Martinique de Haute
attractivité dans la Caraïbe**

**Un traitement des données de
l'Octroi de Mer transparent et
irréfutable.**

**Les Données des échanges
MUA et des importations
MUA en provenance des pays
tiers, globalement disponibles**

**Le Tracking de la marchandise
en temps réel dans le MUA, la
sécurité renforcée pour le
transporteur et le chargeur**

Enjeu : Performance environnementale

OBJECTIFS :

1 - Accompagner la transition énergétique et écologique de tous les ports de la façade et des transports/ réseaux

Indicateurs de suivi :

Nbre de Points de recharge énergie électrique/hydrogène/GNL...dans les ports

Nbre de Ports disposant de collecte de résidus d'hydrocarbures, substances dangereuses et déchets.

Schémas directeurs de dragages approuvés et coordonnés à l'échelle du bassin

Nbre d'opérations de dragage avec pollution des sédiments au-delà des seuils N1 et N2

Caractéristiques des navires accueillis dans les ports français du bassin par comparaison avec ceux des ports caribéens.

Taux d'émission de soufre des navires fréquentant la zone (nouvelle réglementation OMI plafonnant le taux à 0.5%)

Sources : GPM, ODE, DEAL, CSN AG, Projet de recherche TRAFIC

2 - Adapter les ports et les transports maritimes au changement climatique

Indicateurs de suivi : inscrits dans les plans stratégiques des ports

Sources : GPM, Ports



Objectifs :

3 - Réduire l'impact des infrastructures et des équipements d'accueil (ports, zones de mouillage)

Indicateurs de suivi :

Nombre de ZMEL, type de gestion environnementale (récupération des eaux grises, eaux noires, label écologique Etc...)

Ratio navires en mouillages forains/navires en ZMEL

Communes avec plan d'aménagement / de balisage

Ports équipé pour vidange des eaux noires et grises

Aires de carénage et performance environnementale

Sources :

DM, ports, ODE

4 – Accompagner les acteurs dans l'évolution de leurs prestations

Indicateurs de suivi : Indicateurs sur les activités de Whale - watching et turtle - watching - Nbre de produits touristiques nautiques intégrant une sensibilisation environnementale

Sources : AGOA, DEAL, ONF, Comités de tourisme, Gestionnaires AMP...





Pratique du surf bwa flo
www.martiniquesurfpro.com



Exemples d'actions de sensibilisation auprès des scolaires menées par l'ATE à Saint-Barthélemy



Tour des Yoles, Martinique
Source : DM Martinique

Mer & Société

ENJEUX & OBJECTIFS « MER & SOCIÉTÉ »

850 000 personnes affirment et vivent une interdépendance à la mer des Caraïbes.

La culture maritime se construit entre activités traditionnelles, sports nautiques et protection de l'environnement

5 enjeux et 10 finalités



ENJEUX & OBJECTIFS « MER & SOCIÉTÉ »

Sensibilisation à la mer

Pratique des activités nautiques

Métiers de la mer

Gouvernance

Région Caraïbe



ENJEUX

Sensibilisation à la mer

Pratique des activités nautiques

Métiers de la mer

Gouvernance

Région Caraïbe

OBJECTIFS

Développer une conscience environnementale marine chez les plus jeunes
→ Aires marines éducatives, classes mer

Ancrer cette sensibilité environnementale dans l'ensemble de la population
→ Sciences participatives, campagnes de sensibilisation (gestes simples), taux de présence des élus CMUBA et CEB

Valoriser le patrimoine culturel et l'histoire maritime du bassin
→ L'art, le patrimoine naturel, les pirogues, l'histoire maritime



ENJEUX

Sensibilisation à la mer

Pratique des activités nautiques

Métiers de la mer

Gouvernance

Région Caraïbe

OBJECTIFS

Développer les pratiques sportives pour le plus grand nombre

→ Soutenir les projets sport & bien-être, la pratique de la natation

Renforcer les événements nautiques sportifs

→ À mettre en lien avec enjeux « Pollutions » et « durabilité des activités maritimes », module permis côtier

Consolider la pratique des activités Traditionnelles

→ l'augmentation de l'activité des chantiers navals locaux,
→ en lien avec obj. « organiser spatialement les activités



ENJEUX

Sensibilisation à la mer

Pratique des activités nautiques

Métiers de la mer

Gouvernance

Région Caraïbe

OBJECTIFS

Renforcer le poids de l'économie bleue dans l'économie du bassin

Employer des Antillais pour exercer les métiers de la mer

→ Développer la capacité d'agir et l'employabilité des antillais
Formation initiale et continue,
campus des métiers de la mer



ENJEUX

Sensibilisation à la mer

Pratique des activités nautiques

Métiers de la mer

Gouvernance

Région Caraïbe

OBJECTIF

Former les décideurs aux enjeux
Maritimes

→ Stratégie en faveur de la gestion
intégrée
de la mer pour les coll.territoriales
→ Vitalité du CMUBA



ENJEUX

Sensibilisation à la mer

Pratique des activités nautiques

Métiers de la mer

Gouvernance

Région Caraïbe

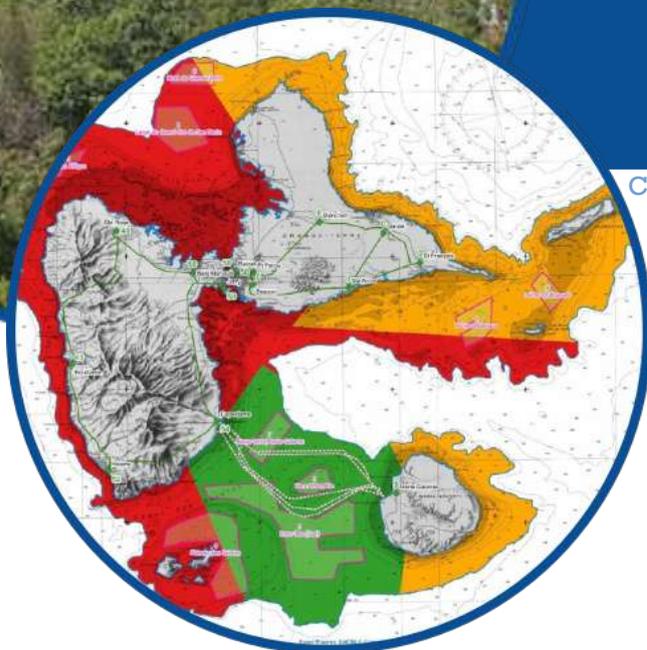
OBJECTIF

Affirmer le rôle de la mer comme
colonne
vertébrale du bassin Antilles

→ Les déplacements et les échanges
inter
îles et singulièrement inter-états



Usine de désalinisation de
Saint-Barthélemy
(TIRU)



Carte de potentialité
(Ademe, Région
Guadeloupe)

Ressources marines

État des lieux

- Ressources marines : sujet abordé lors de l'atelier « recherche & innovation »
- Une volonté de vision d'avenir pour le DSB – anticiper problématiques potentielles

ATOUS	FAIBLESSES
<p>Des territoires insulaires propices à l'expérimentation / installation de démonstrateurs</p> <p>Une zone maritime large avec un fort potentiel pour les filières houle, vent et énergie thermique des mers</p> <p>Des potentialités fortes (présence de corail, algues, éponges) pour les biomolécules</p> <p>Des unités de désalinisation installées à Saint-Martin et Saint-Barthélemy et alimentées par de l'énergie produite à partir d'incinération d'ordures ménagères</p>	<p>Aucune installation à ce jour d'énergies marines renouvelables</p> <p>Une exploitation limitée aux granulats marins</p> <p>Peu de connaissance sur l'impact environnemental des prélèvements</p> <p>Des connaissances encore insuffisantes sur le potentiel en biotechnologie de la flore et faune marine</p>
OPPORTUNITÉS	MENACES
<p>Les objectifs de la loi de transition énergétique pour la croissance verte (2015) qui fixe des objectifs d'autonomie énergétique en 2030 et de 50 % d'énergies renouvelables en 2050</p> <p>Des entreprises prêtes à investir dans les énergies renouvelables</p> <p>Une possible valorisation des sargasses</p>	<p>L'acceptabilité des énergies marines (cas du projet NEMO d'énergie thermique des mers) et une sensibilité citoyenne sur les conséquences paysagères et d'occupation de l'espace en mer des énergies renouvelables en mer</p> <p>Des obstacles potentiels à la navigation et aux activités économiques en mer</p> <p>Des installations pouvant perturber les milieux marins</p> <p>Disponibilité aléatoire de la ressource sargasses</p> <p>Pas ou peu de porteurs de projets identifiés sur des projets innovants</p> <p>Des risques naturels forts (cyclones notamment)</p>

ENJEUX

Connaissance

Valorisation économique

Sensibilisation

OBJECTIFS

Identifier les ressources minérales, biologiques et énergétiques pour une exploitation durable

Capitaliser la connaissance à l'échelle du bassin à partir des expériences déjà menées





ENJEUX

Connaissance

Valorisation économique

Sensibilisation

OBJECTIFS

Favoriser l'innovation et la mise en place d'entreprises d'exploitation durable des ressources marines



ENJEUX

Connaissance

Valorisation économique

Sensibilisation

OBJECTIF

Communiquer auprès du grand public
autour des objectifs du Grenelle de
l'Environnement et de la mer





Conseil Maritime Ultramarin du Bassin des Antilles

Plénière

Enjeux Pêche et Aquaculture

Nicolas DIAZ, Direction de la Croissance Bleue - *Service Stratégie Bleue et Activités Maritimes*
ndiaz@cr-guadeloupe.fr

INDICATEURS GÉNÉRAUX



Filières peu structurées
Couverture de la demande 10 à 30 %



Pêche:

- 2000 pêcheurs (population vieillissante)
- 1149 navires
- Pêche artisanale
- 4000T/an

Aquaculture :

- Embryonnaire
- Fragile
- 3 fermes en activité

ANALYSE AFOM : ATOUTS



- Vente directe majoritaire : qualité/fraîcheur du produit/variétés des produits
- **Demande élevée des consommateurs** pour les produits de la pêche et de l'aquaculture
- Pêche et aquaculture artisanales **pourvoyeuses d'emplois et d'activités**
- Dispositifs de concentration de poissons existants (DCP)
- Dimension culturelle et sociale /ancrage territorial important / tissu associatif dense
- **ZEE** immense et une ressource insuffisamment exploitée par la flottille locale (thon, daurade, etc.)
- Nombreux marins pêcheurs techniquement compétents
- Résilience de la flotte face aux aléas climatiques
- Réglementation des pêches excluant les techniques les plus impactantes (engins traînants...)
- **Soutien des collectivités locales** aux secteurs pêche/aquaculture
- Maîtrise technique de l'aquaculture pour une espèce (ombrine ocellée)
- Conditions thermiques favorables à l'aquaculture et nombreuses zones d'implantations potentielles
- Reconnaissance affirmée de l'ombrine ocellée d'aquaculture sur le marché

ANALYSE AFOM : FAIBLESSES



- Vente directe majoritaire : prix de vente bas, temps de commercialisation long, structure de commercialisation insuffisante
- Production de la filière insuffisante : une majorité des produits importée
- Absence de référentiel technico-économique de la pêche
- Pêche côtière prédominante en raison de navires (yoles / saintoises) peu adaptés à la pêche au large (flotte de pêche inadaptée)
- Durée de vie limitée des DCP, nécessitant des investissements réguliers
- **Filière insuffisamment structurée** (pas d'interprofessions ou de structures organisatrices hors comités régionaux des pêches)
- Points de débarquements nombreux et équipements vieillissants peu ou pas fonctionnels (infrastructures portuaires non structurées et non gérées)
- Peu de structures d'haliotransformation, qui permettraient une meilleure valorisation des produits de la pêche
- Pénibilité du métier et absence de suivi des accidentologies liées aux métiers. Une prise en compte de la sécurité au travail insuffisante par les marins pêcheurs
- **Peu de moyen de recherches et de transfert/développement** par rapport aux besoins de connaissances identifiés
- **Manque de connaissances sur l'état et la gestion des ressources**
- Contraintes ICPE et mille feuilles réglementaire freinant les initiatives aquacoles
- Absence de systèmes de couverture des risques (privés et publics)
- Offre de formation insuffisante et difficultés d'embarquement et d'accompagnement des apprenants
- Surcoûts liés à l'éloignement et l'insularité
- Vision stratégique à moyen et long terme contrainte par la PCP (Politique Commune de Pêche), inadaptée / FEAMP insuffisant
- **Fragilité des entreprises** : majorité de TPE (1 personne), manque de compétences en gestion d'entreprises, difficultés de pré-financement
- Filière aquacole en grande difficulté financière souffrant d'un déficit de structuration et qui peine à se dynamiser

ANALYSE AFOM : OPPORTUNITES



- **Ressources au large sous-exploitées**, même si des espèces sont mal évaluées ce jour (dorade coryphène, thon noir) voire menacées (marlin bleu)
- Forte potentialité d'une gestion durable de la pêche et de l'aquaculture
- **Possible financement du renouvellement de la flotte de pêche**
- Des marges réglementaires encore importantes en termes de capacité de flotte de pêche (jauge et puissance)
- Création du Conseil Consultatif des RUP (CC-RUP) dans le cadre de la PCP et amélioration réglementaire tenant compte de la spécificité des RUP
- Existence d'organismes de coopération régionale (COPACO, ICCAT, CRFM...) malgré l'absence de représentation directe des territoires
- Valorisation de la filière professionnelle accrue (communication)
- Diversification des activités (tourisme) et **valorisation des produits locaux**
- Réduction de la dépendance alimentaire des territoires
- Tissu associatif dense mais à dynamiser
- Augmentation de la demande en ombrine ocellée d'aquaculture en GMS, et sur le segment du produit de première transformation (filet)

ANALYSE AFOM : MENACES



- **Ressources du plateau continental en mauvais état** : pollutions diverses de chlrodécone, espèces invasives, baisse quantitative de la ressource halieutique sargasses.
- Effort de pêche mal connu (non-respect des obligations déclaratives, pêche illicite)
- **Age moyen des pêcheurs élevé**, profession qui se renouvelle peu
- Dépendance énergétique vis-à-vis du prix du carburant
- Evolution réglementaire du FEAMP post-2020 (arrêt de l'aide à l'investissement à l'aquaculture, à la transformation des produits et limitation de l'enveloppe PCS proposés dans les projets de règlements)
- **Concurrence de l'importation illégale, de la pêche de loisir et de la pêche informelle**
- Vulnérabilité de la pêche et de l'aquaculture au changement climatique
- Vol, destruction des installations aquacoles et des engins et navires de pêche
- **Endettement social** des professionnels
- Aquaculture : absence de sécurisation à moyen/long terme sur la fourniture des larves/alevin
- Difficulté persistante pour bénéficier des aides à la production (PCS) en comparaison d'autres territoires

ENJEUX



- **Connaissance**
- **Gestion de la ressource**
- **Une main d'œuvre qualifiée**
- **Structuration des filières**
- **Pêches de loisir**
- **Gouvernance**
- **Performance environnementale**
- **Aquaculture**

ENJEU CONNAISSANCE



- Améliorer les connaissances scientifiques sur les espèces biologiques et leur milieu
- Renforcer les connaissances sur les ressources halieutiques et sur le suivi de la pêche



ENJEU GESTION DES RESSOURCES



- Encadrer l'activité de pêche
- Protéger la ressource halieutique et préserver les milieux
- Redéployer en partie les pêcheries vers le large
- Renforcer les contrôles



ENJEU UNE MAIN D'ŒUVRE QUALIFIEE



- Favoriser le renouvellement des générations
- Assurer la formation des marins-pêcheurs



ENJEU STRUCTURATION DES FILIERES

- Professionnaliser les entreprises
- Réduire la fracture numérique au sein de la filière
- Mieux reconnaître les spécificités des RUP
- Mettre en place et gérer des équipements portuaires qui répondent aux besoins des professionnels
- Assurer une organisation collective de la filière



ENJEU PECHE DE LOISIR

- Evaluer la pêche de loisir
- Favoriser le développement d'une pêche maritime de loisir durable

ENJEU GOUVERNANCE

- Améliorer la gouvernance (partagée et partenariale)
- Mieux reconnaître les spécificités des RUP

ENJEU PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

- Promouvoir les pratiques de pêche durable



ENJEU AQUACULTURE



- Développer l'aquaculture en respectant la résilience du milieu (apports en intrants, etc)
- Améliorer le taux d'octroi d'aides aux aquaculteurs
- Élaborer un plan interrégional stratégiques et des outils structurants pour la filière
- Diversifier l'aquaculture en espèces locales





MERCI DE VOTRE ATTENTION



Coopération régionale maritime



ENJEUX COOPERATION REGIONALE MARITIME

Organisation de la coopération

Priorités de coopération



ENJEUX

Organisation de la coopération

Priorités de la coopération

OBJECTIFS

Apporter aux acteurs institutionnels et économiques une meilleure connaissance des outils et des travaux sur la coopération

Identifier/créer des réseaux d'expertises caribéennes et les mobiliser en faveur d'actions de coopération dans le secteur maritime



ENJEUX

Organisation de la coopération

Priorités de la coopération

OBJECTIFS

Faire converger les politiques et les réglementations au sein de la Caraïbe et en garantir le respect

Monter prioritairement des opérations de coopération à l'échelle de la Caraïbe sur :

- la gestion durable de la ressource halieutique
- le développement des échanges commerciaux (par voie maritime)
- les échouages massifs de sargasses

Mobiliser les outils de la coopération





La conférence internationale sur les sargasses – 1^{ère} action du programme caribéen sur les sargasses

bilan et enseignements

Le programme caribéen sur les sargasses

Ce programme de coopération construit autour d'un partenariat gagnant-gagnant permettra de traiter l'ensemble des questions liées à cette problématique: prévision, prévention des échouages, collecte, traitement, valorisation, prévention des impacts, etc...

=>**Axe 4** : renforcer la capacité de réponse aux risques naturels

=>**OS 6** : accroître la capacité de réponse des territoires face aux risques naturels

=> **Durée du projet** : 4 ans (2019-2023)

Coût total du projet	Dépenses prévues par des partenaires communautaires en territoire communautaire	Dépenses prévues par des partenaires communautaires en territoire extra-communautaire	Subvention FEDER sollicitée au titre du programme INTERREG Caraïbes	Dépenses prévues par des partenaires extra-communautaires	Subvention FED sollicitée au titre du programme INTERREG Caraïbes
3 529 016€	1 863 655 €	0 €	1 100 000€	1 665 361€	1 249 020 €

WP 0
Pilotage du projet

WP 1
Conférence internationale sur les Sargasses

WP 2
Mise en place du Forum Caribéen des Sargasses

WP 3
Création et animation du centre caribéen de surveillance et d'alerte sargasses

Les partenaires du programme

Partenaires opérationnels

- Le Conseil régional de Guadeloupe, chef de file du projet
- La collectivité territoriale de Martinique
- La collectivité territoriale de Guyane
- La collectivité territoriale de Saint-Martin
- La collectivité de Saint-Barthélemy
- L'Université des Antilles
- L'Université de Guyane
- L'Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale
- L'Association des Etats de la Caraïbe
- La République Dominicaine

Les partenaires financiers du projet

- Etat
- L'Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie (ADEME)
- L'Agence Française de développement (AFD)
- L'Agence Française pour la biodiversité (AFB), désormais office français pour la biodiversité

Les partenaires stratégiques

- La préfecture et la sous-préfecture de Guadeloupe
- Le Ministère des Outre-mer
- Ministère de la transition écologique et solidaire (MTES)
- Le Ministère des solidarités et de la santé (MSS)
- Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)
- Le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI)

4 activités phares



- Seule l'activité 1 s'est déroulée en 2019 (le projet ayant été approuvé en juillet 2019)
- Suite au COPIL de lancement du programme qui s'est tenu le 14 janvier 2020 : le programme de lancement des activités 2, 3 et 4 a été approuvé. Ces activités sont donc en cours de déploiement



Bilan et perspectives de l'activité 1 : la conférence internationale sur les sargasses : 23 au 26 octobre 2019

Qui a participé?



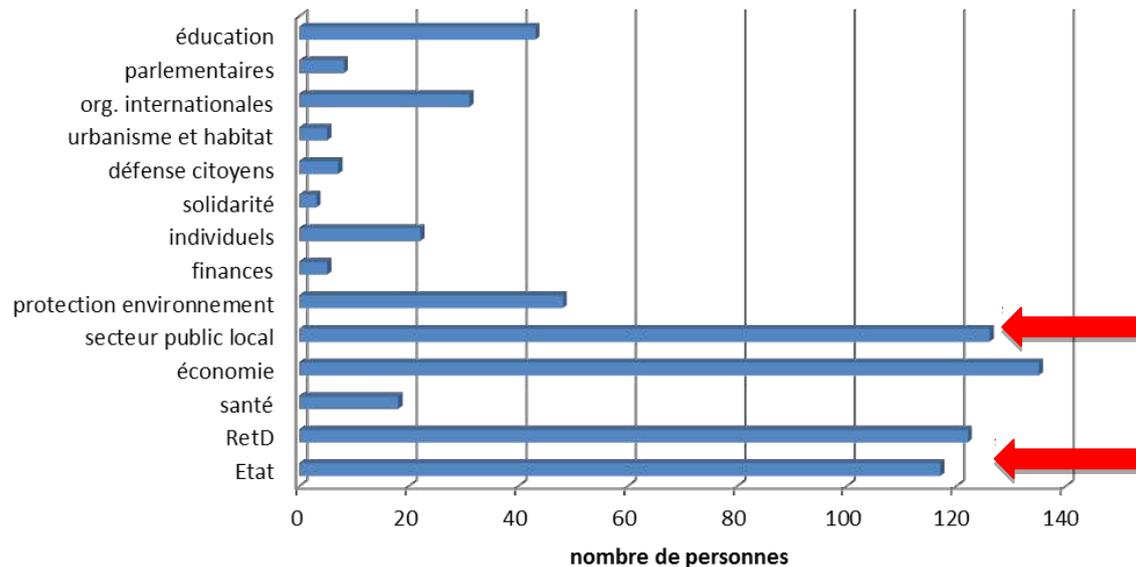
Le profil des participants

692 inscrits et présents à la conférence



Une forte représentation du secteur public (niveau national ou territorial), du secteur économique et du monde de la recherche

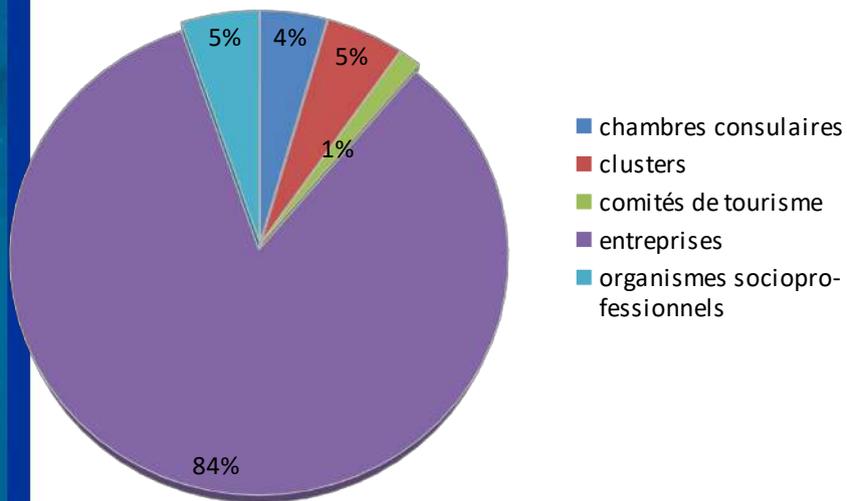
Secteurs d'activité représentés



Le profil des participants

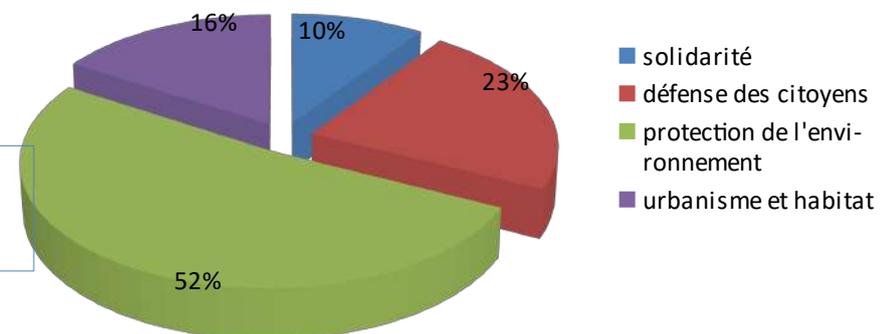
Focus sur 3 secteurs :

Représentation du secteur économique



Les entreprises se sont déplacées en masse à la manifestation (84% des participants du monde économique), et dans une moindre mesure, leurs organisations.

Les domaines d'intervention des ONG



ONG : les associations investies dans la protection de l'environnement se sont fortement mobilisées, mais aussi celles militant pour la défense des citoyens.

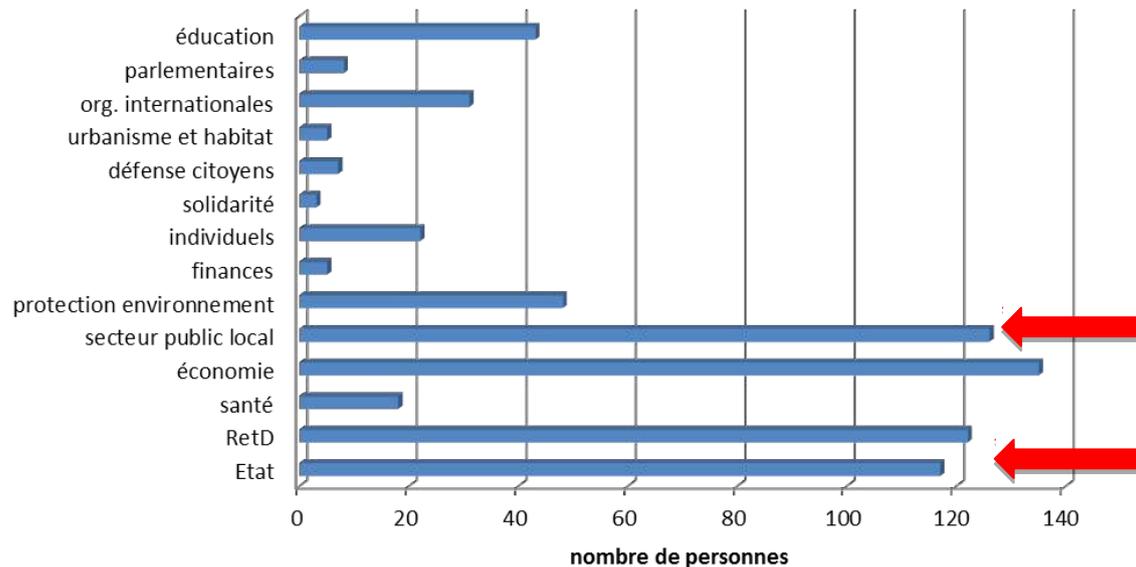
Le profil des participants

692 inscrits et présents à la conférence



Une forte représentation du secteur public (niveau national ou territorial), du secteur économique et du monde de la recherche

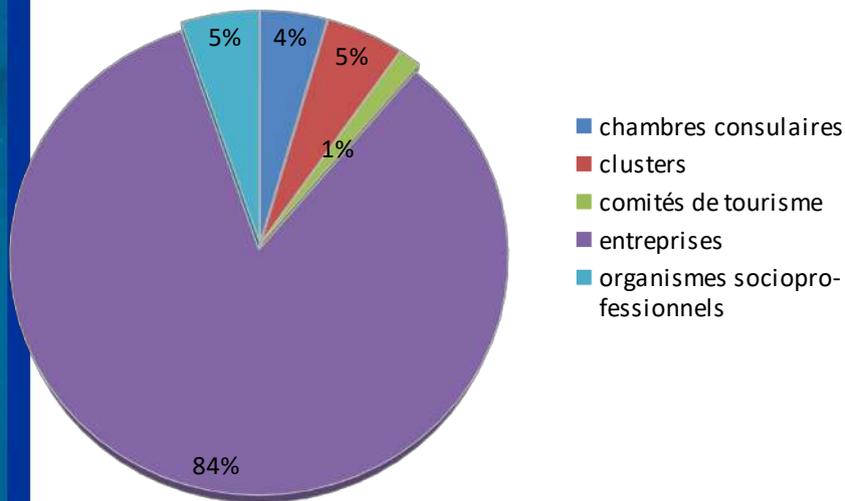
Secteurs d'activité représentés



Le profil des participants

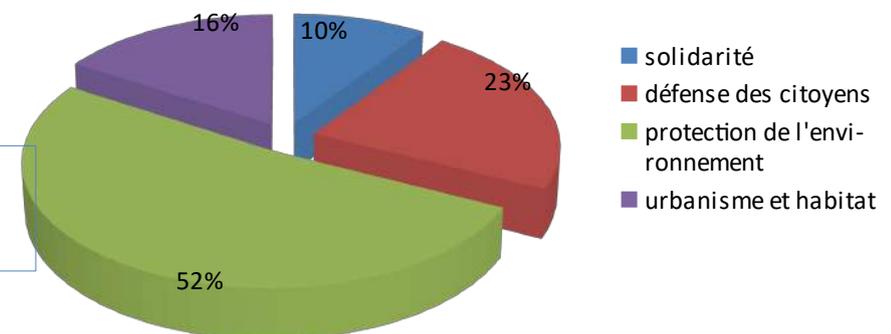
Focus sur 3 secteurs :

Représentation du secteur économique



Les entreprises se sont déplacées en masse à la manifestation (84% des participants du monde économique), et dans une moindre mesure, leurs organisations.

Les domaines d'intervention des ONG

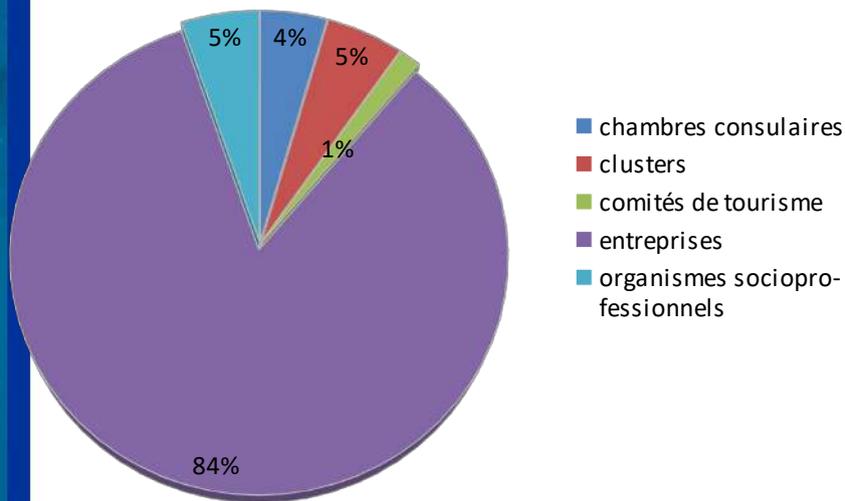


ONG : les associations investies dans la protection de l'environnement se sont fortement mobilisées, mais aussi celles militant pour la défense des citoyens.

Le profil des participants

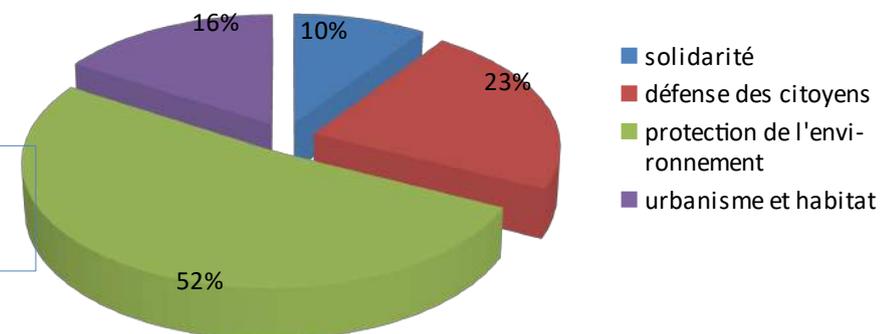
Focus sur 3 secteurs :

Représentation du secteur économique



Les entreprises se sont déplacées en masse à la manifestation (84% des participants du monde économique), et dans une moindre mesure, leurs organisations.

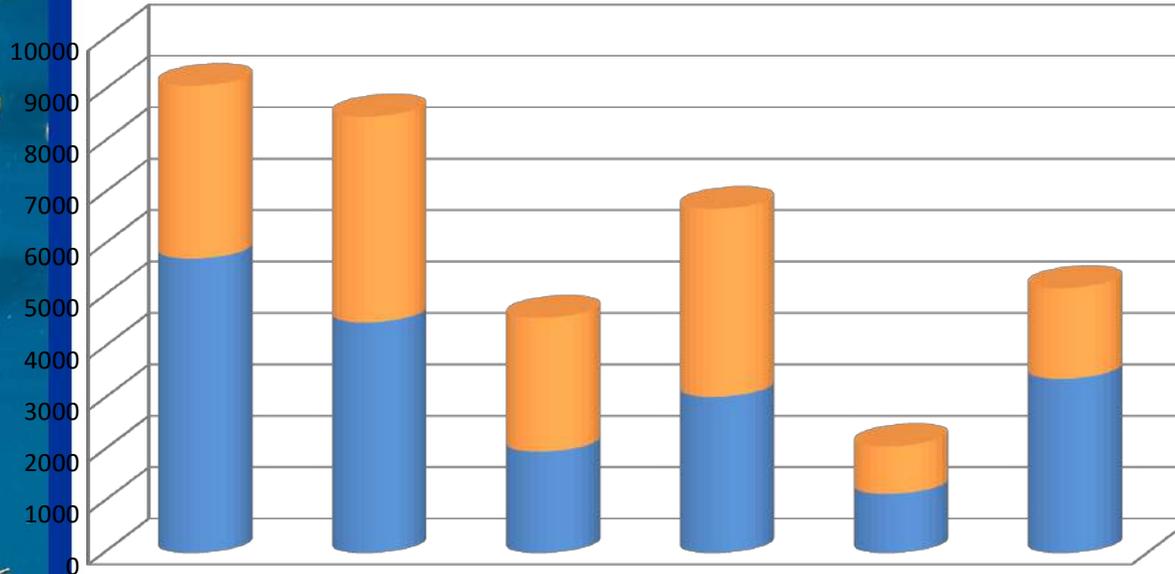
Les domaines d'intervention des ONG



ONG : les associations investies dans la protection de l'environnement se sont fortement mobilisées, mais aussi celles militant pour la défense des citoyens.

L'audience sur les réseaux sociaux

Nombre de personnes touchées via Facebook

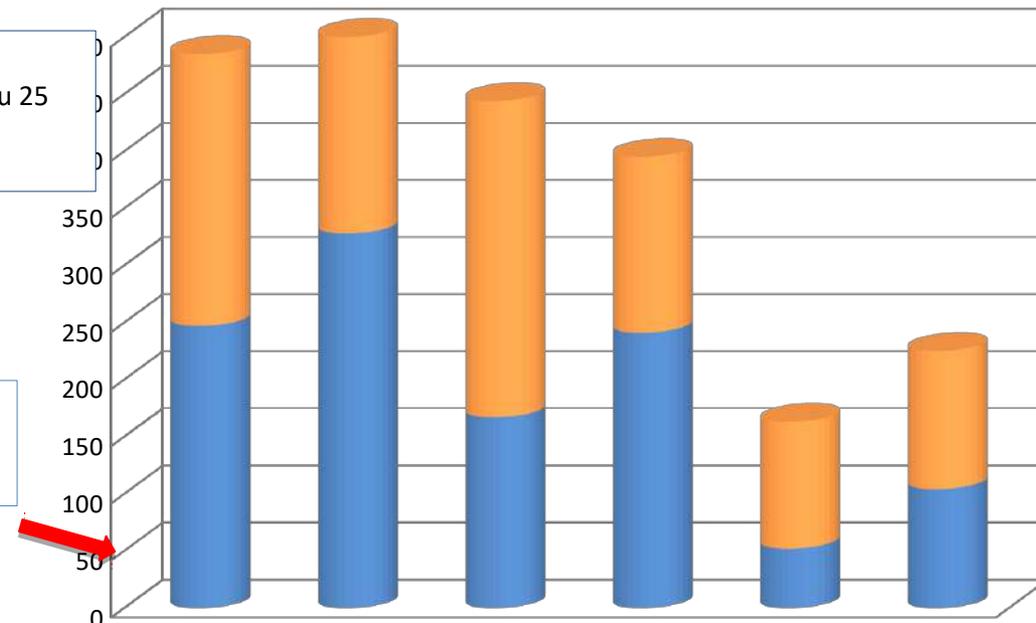


Pour élargir l'audience, tous les travaux de la conférence ont été relayés sur Facebook via le site de la région Guadeloupe et le site de l'OECO.
Guadeloupe 1^{ère} a aussi relayé les travaux du 25 octobre (radio) et du 26 octobre (TV)

Nombre de clics sur la publication

Bonne audience sur l'ensemble des travaux. La moindre performance enregistrée la matinée du 25 octobre tient au fait que les travaux de l'un des ateliers n'a pas été retransmis sur les réseaux.

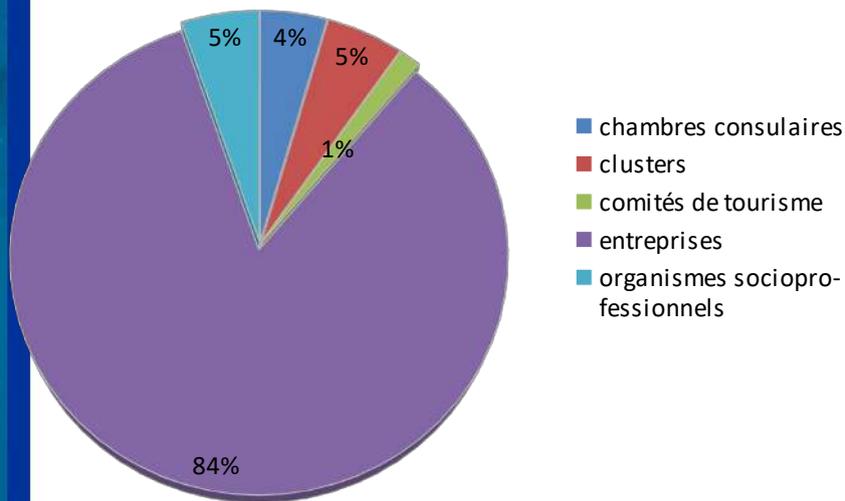
Grâce aux relais organisés sur Facebook, l'audience de la conférence a quasiment été multipliée par 1,5 à 2 selon les jours.



Le profil des participants

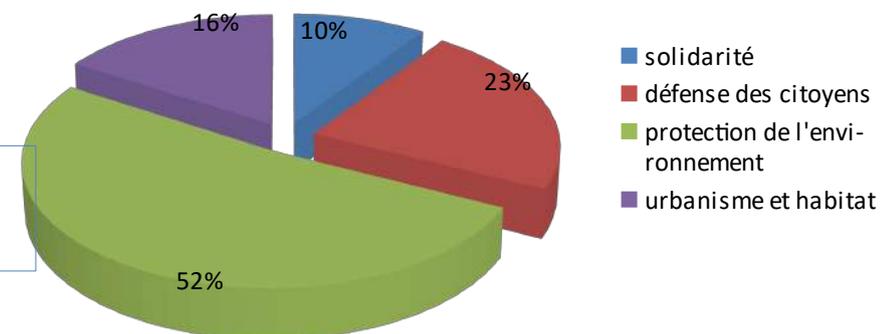
Focus sur 3 secteurs :

Représentation du secteur économique



Les entreprises se sont déplacées en masse à la manifestation (84% des participants du monde économique), et dans une moindre mesure, leurs organisations.

Les domaines d'intervention des ONG



ONG : les associations investies dans la protection de l'environnement se sont fortement mobilisées, mais aussi celles militant pour la défense des citoyens.

Que retenir des travaux?

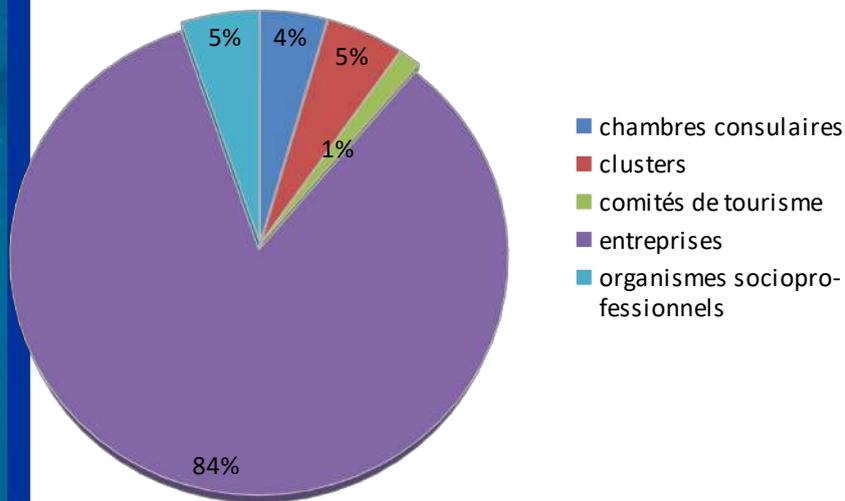


La synthèse détaillée des travaux de la conférence fournie en annexe du présent bilan

Le profil des participants

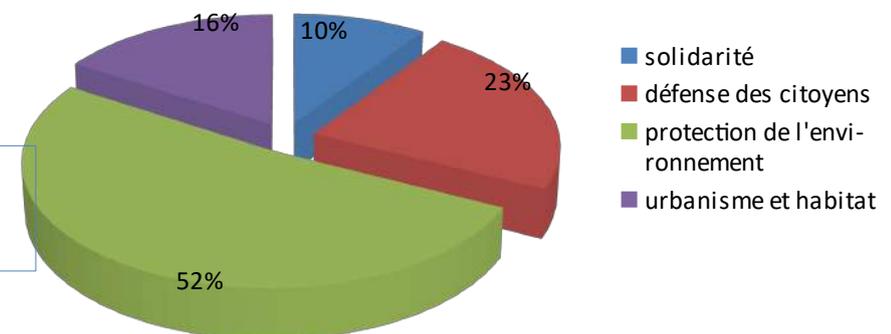
Focus sur 3 secteurs :

Représentation du secteur économique



Les entreprises se sont déplacées en masse à la manifestation (84% des participants du monde économique), et dans une moindre mesure, leurs organisations.

Les domaines d'intervention des ONG

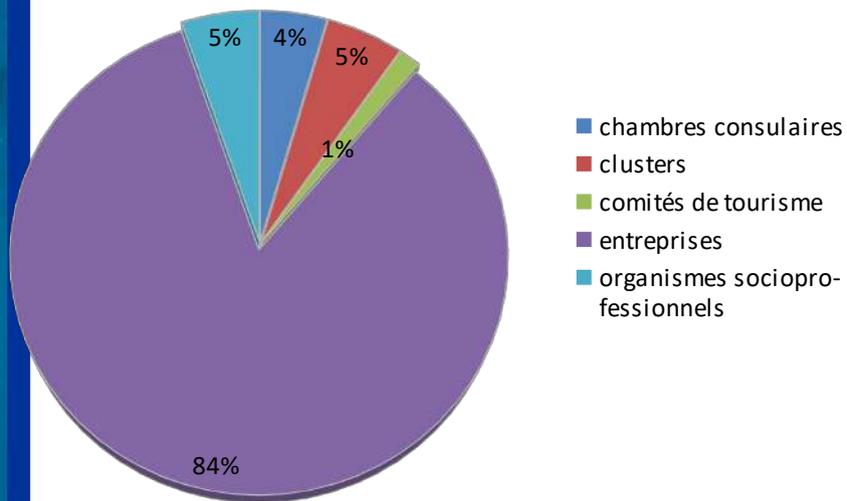


ONG : les associations investies dans la protection de l'environnement se sont fortement mobilisées, mais aussi celles militant pour la défense des citoyens.

Le profil des participants

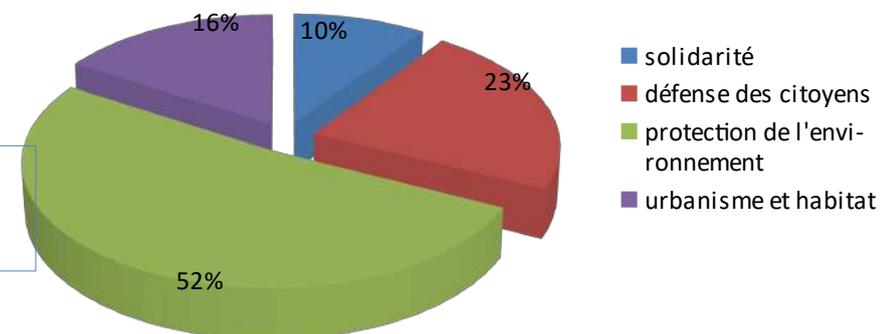
Focus sur 3 secteurs :

Représentation du secteur économique



Les entreprises se sont déplacées en masse à la manifestation (84% des participants du monde économique), et dans une moindre mesure, leurs organisations.

Les domaines d'intervention des ONG

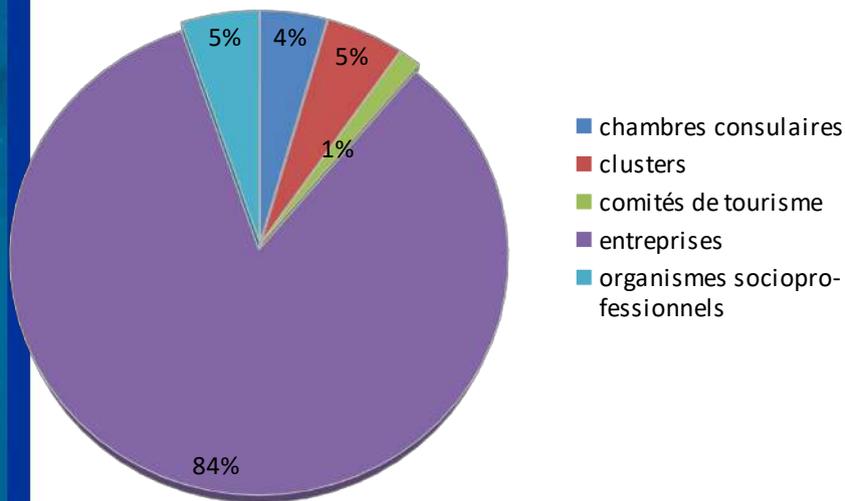


ONG : les associations investies dans la protection de l'environnement se sont fortement mobilisées, mais aussi celles militant pour la défense des citoyens.

Le profil des participants

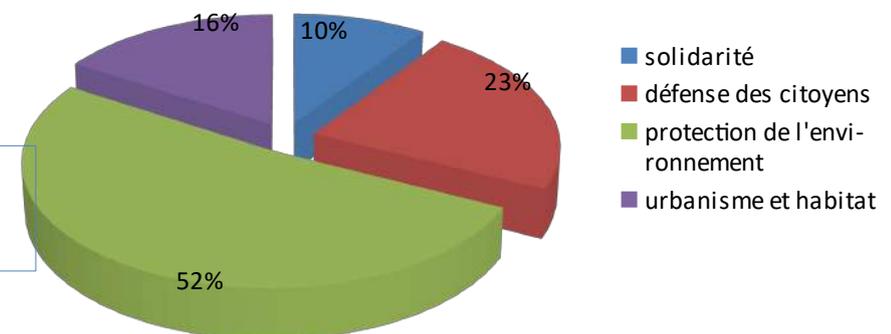
Focus sur 3 secteurs :

Représentation du secteur économique



Les entreprises se sont déplacées en masse à la manifestation (84% des participants du monde économique), et dans une moindre mesure, leurs organisations.

Les domaines d'intervention des ONG

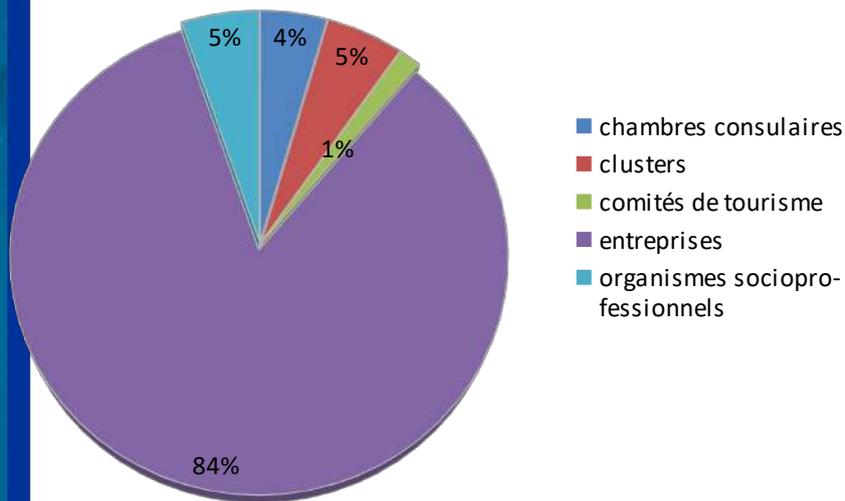


ONG : les associations investies dans la protection de l'environnement se sont fortement mobilisées, mais aussi celles militant pour la défense des citoyens.

Le profil des participants

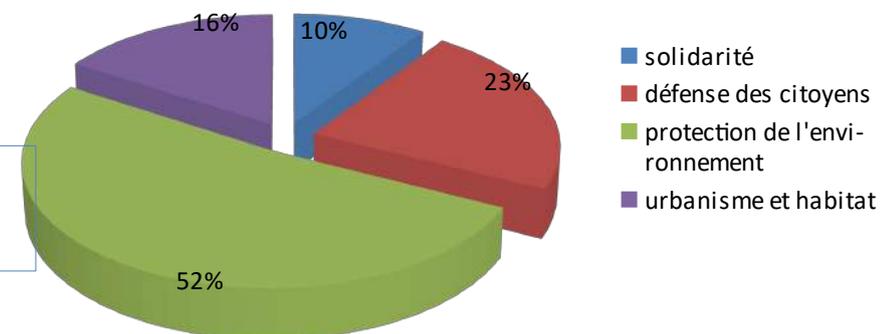
Focus sur 3 secteurs :

Représentation du secteur économique



Les entreprises se sont déplacées en masse à la manifestation (84% des participants du monde économique), et dans une moindre mesure, leurs organisations.

Les domaines d'intervention des ONG

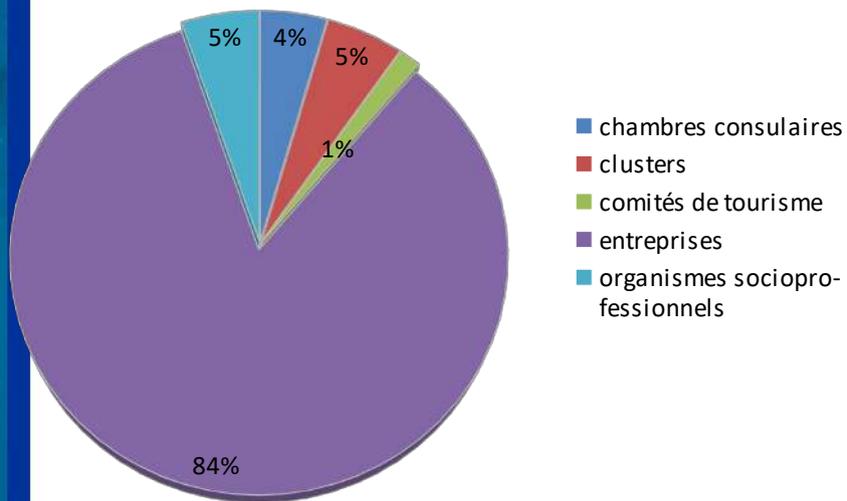


ONG : les associations investies dans la protection de l'environnement se sont fortement mobilisées, mais aussi celles militant pour la défense des citoyens.

Le profil des participants

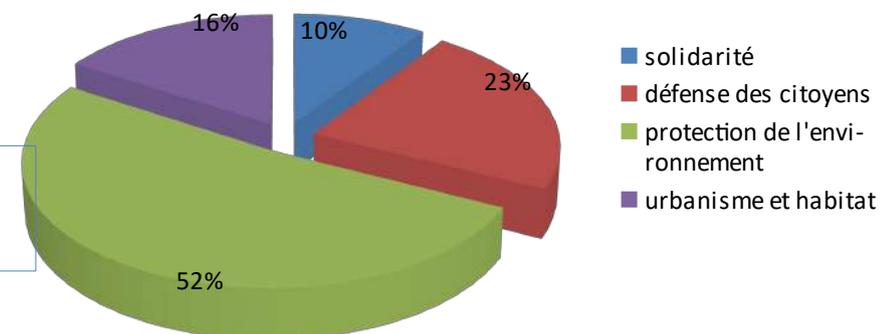
Focus sur 3 secteurs :

Représentation du secteur économique



Les entreprises se sont déplacées en masse à la manifestation (84% des participants du monde économique), et dans une moindre mesure, leurs organisations.

Les domaines d'intervention des ONG



ONG : les associations investies dans la protection de l'environnement se sont fortement mobilisées, mais aussi celles militant pour la défense des citoyens.

Les résultats de l'appel à projets « sargassum »

- **20 février 2019** : lancement de l'AAP Sargassum, appel à projet « recherche, développement et innovation » sur la problématique des algues sargasses
- **Partenaires financiers** : Agence Nationale de la Recherche (ANR) – Conseil régional de la Guadeloupe – Collectivité territoriale de la Martinique – Collectivité territoriale de la Guyane – ADEME – Agences brésiliennes FAPEPS et FACEPE
- **Quatre thèmes** :

Caractérisation des sargasses :
Physiologie, génétique, biochimie,
morphologie, démographie

Prévision de la formation des
bancs de sargasses et des
trajectoires en mer et en proche
littoral

Techniques de collecte en mer et
au sol et procédés de traitement
et de valorisation innovants

Impacts économiques, sanitaires
et environnementaux et stratégies
de gestion et d'adaptation

Objectif

- ⇒ appeler à l'innovation pour
- ⇒ enrichir les connaissances
- ⇒ créer une communauté de savoirs et d'expertises de référence sur la thématique des sargasses.

Thèmes de l'AAP	Types de projet	Financeurs
Caractérisation des sargasses : Physiologie, génétique, biochimie, morphologie, démographie	Projets de recherche	ANR
Prévision de la formation des bancs de sargasses et des trajectoires en mer et en proche littoral	Projets de recherche	ANR, Conseil Régional de Guadeloupe, Collectivité territoriale de Guadeloupe, Collectivité territoriale de Martinique
Techniques de collecte en mer et au sol et procédés de traitement et de valorisation innovants	<ul style="list-style-type: none"> - Projets de recherche - Projets de recherche-développement 	ANR (TRL≤5), ADEME (TRL≥6), Conseil Régional de Guadeloupe, Collectivité territoriale de Guyane
Impacts économiques, sanitaires et environnementaux et stratégies de gestion et d'adaptation	Projet de recherche	ANR, Conseil Régional de Guadeloupe, Collectivité territoriale de Guyane, Collectivité territoriale de Martinique

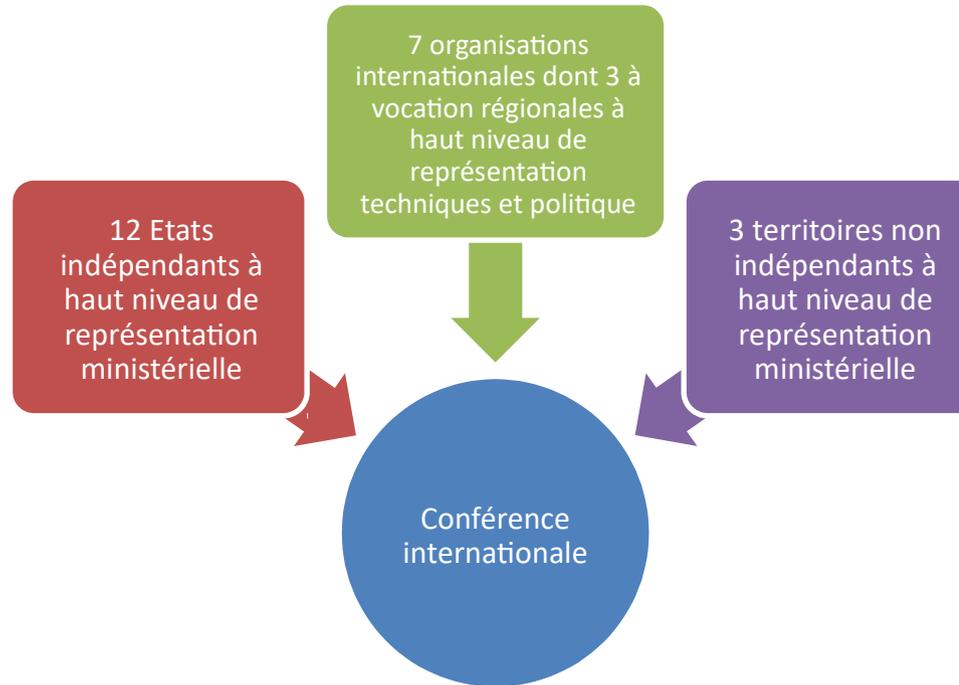
Thèmes de l'AAP	Types de projet	Financeurs
Caractérisation des sargasses : Physiologie, génétique, biochimie, morphologie, démographie	Projets de recherche	ANR
Prévision de la formation des bancs de sargasses et des trajectoires en mer et en proche littoral	Projets de recherche	ANR, Conseil Régional de Guadeloupe, Collectivité territoriale de Guadeloupe, Collectivité territoriale de Martinique
Techniques de collecte en mer et au sol et procédés de traitement et de valorisation innovants	- Projets de recherche - Projets de recherche- développement	ANR (TRL≤5), ADEME (TRL≥6), Conseil Régional de Guadeloupe, Collectivité territoriale de Guyane
Impacts économiques, sanitaires et environnementaux et stratégies de gestion et d'adaptation	Projet de recherche	ANR, Conseil Régional de Guadeloupe, Collectivité territoriale de Guyane, Collectivité territoriale de Martinique

Thèmes de l'AAP	Types de projet	Financeurs
Caractérisation des sargasses : Physiologie, génétique, biochimie, morphologie, démographie	Projets de recherche	ANR
Prévision de la formation des bancs de sargasses et des trajectoires en mer et en proche littoral	Projets de recherche	ANR, Conseil Régional de Guadeloupe, Collectivité territoriale de Guadeloupe, Collectivité territoriale de Martinique
Techniques de collecte en mer et au sol et procédés de traitement et de valorisation innovants	- Projets de recherche - Projets de recherche- développement	ANR (TRL≤5), ADEME (TRL≥6), Conseil Régional de Guadeloupe, Collectivité territoriale de Guyane
Impacts économiques, sanitaires et environnementaux et stratégies de gestion et d'adaptation	Projet de recherche	ANR, Conseil Régional de Guadeloupe, Collectivité territoriale de Guyane, Collectivité territoriale de Martinique

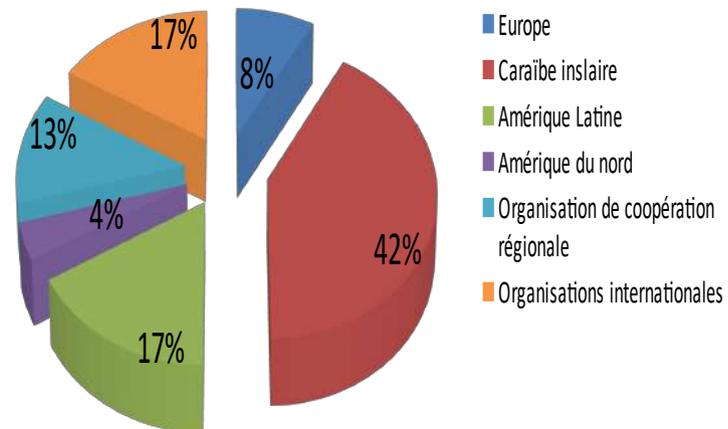
Quel impact sur le plan diplomatique?



Un haut niveau de représentation



Des représentations géographiques diverses avec une forte prévalence caribéenne



L'adoption d'une déclaration finale ambitieuse porteuse d'un message politique fort

Outre le rappel du socle conventionnel existant: une volonté d'aller plus loin

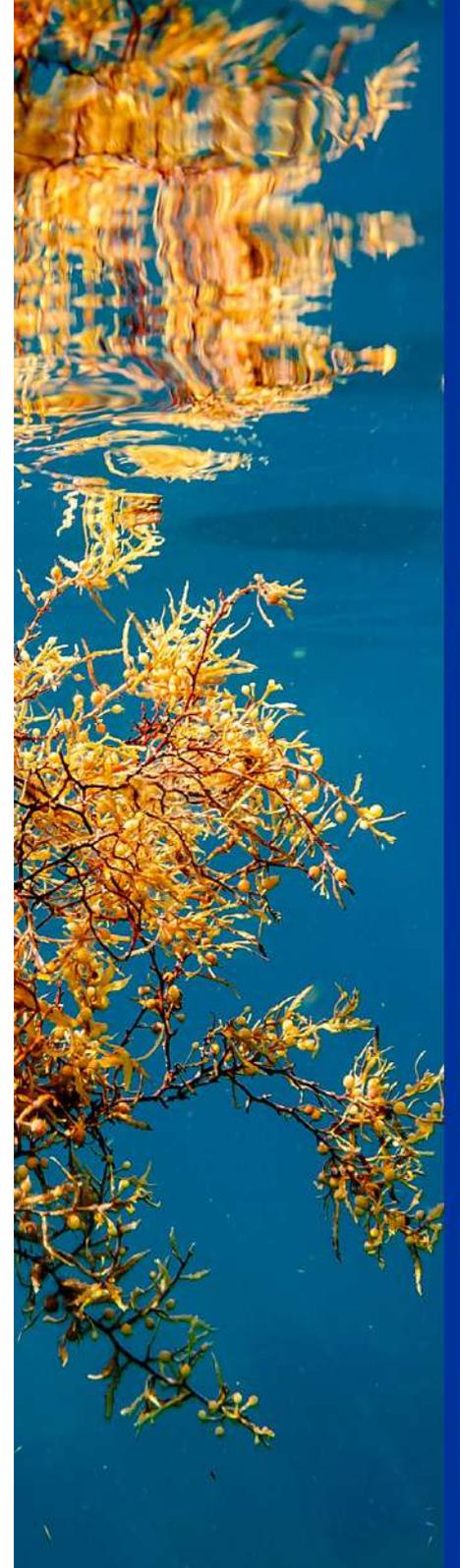
- Pas moins de 17 visas émergeant à la fois sur des traités internationaux à vocation universelle que sur des conventions internationales à vocation régionale
- Un renvoi important aux initiatives existantes dans la zone des Caraïbes
- Un rappel constant et partagé des conséquences environnementales économiques et sociales néfastes de l'invasion des Sargasses
- Une volonté largement partagée de porter une action internationale concertée prenant en compte les nouveaux défis

Articles 1 à 3 Le PCS: outil de référence

- Le programme caribéen sur les sargasses : un partenariat riche et multiple : Etat – CTM-CTG – COM de Saint Barth – COM de Saint Martin – AEC – OECO – ADEME- AFD - AFB
- Le programme caribéen sur les Sargasses : outil protéiforme de compréhension scientifique et technique de la problématique des sargasses (économique, sociale, environnementale, juridique)
- Deux actions porteuses clairement identifiées : la constitution d'une plateforme dédiée à la collecte des données scientifiques et techniques, la mise en place d'un centre d'alerte et de surveillance

Articles 4 à 5 De la responsabilité des Etats

- Un renvoi à la responsabilité environnementale en matière d'enlèvement précoce des algues sargasses
- Le respect des règles OMC dans le cadre de la valorisation commerciale et scientifique



L'adoption d'une déclaration finale ambitieuse porteuse d'un message politique fort (suite)

Articles 6 à 9

Pour un renforcement et une optimisation des initiatives existantes

- Un renforcement des travaux de la Convention de Carthagène et plus particulièrement des protocoles SPAW et LBS
- La possibilité offerte de poser une réflexion en vue d'un protocole adressant la question des changements globaux
- L'établissement d'un maillage avec les instances de la Convention de Carthagène et IOCaribe (COI- UNESCO)
- Intégration des travaux du PCS à ceux de la Commission de la mer des Caraïbes de l'AEC
- La volonté exprimée de porter la problématique des sargasses lors de la 5^{ème} AGNU pour l'environnement en 2021

Articles 10 à 11

De la nécessité d'identifier des solutions durables

- Pour une mobilisation durable des moyens scientifiques et techniques en vue de promouvoir les études (économiques, sociales et sanitaires) sur les sargasses
- Vers une la réunion en 2020 d'une conférence des donateurs afin d'identifier des solutions durables d'accompagnement adaptées aux petits Etats insulaires de la Caraïbe

Article 12

Feuille de route et plan d'actions (structure du programme)

- Modélisation, suivi et information
- Logistique maritime
- Logistique terrestre
- Exploitation
- Elimination adaptée



Comment la conférence a-t-elle été évoquée par la presse?



Echos de la conférence dans la presse écrite

une large couverture de la presse nationale et locale : 37 articles identifiés et parus entre le 21 octobre et le 14 novembre 2019 :

Presse nationale : la croix, paris match, géo, le figaro, le nouvel obs, l'express, libération, le monde, les échos.

Presse régionale : Sud-ouest, la voix du nord, l'union (Reims), le progrès (Lyon), le courrier picard, le dauphiné, le républicain lorrain, dernières nouvelles d'Alsace, le parisien.

Presse locale : france antilles, nouvelles semaine.

Voir liste détaillée en annexe.



Echos de la conférence sur les ondes (radio/TV/Web)

- **Une très large couverture assurée par Guadeloupe 1^{ère} au niveau local:**

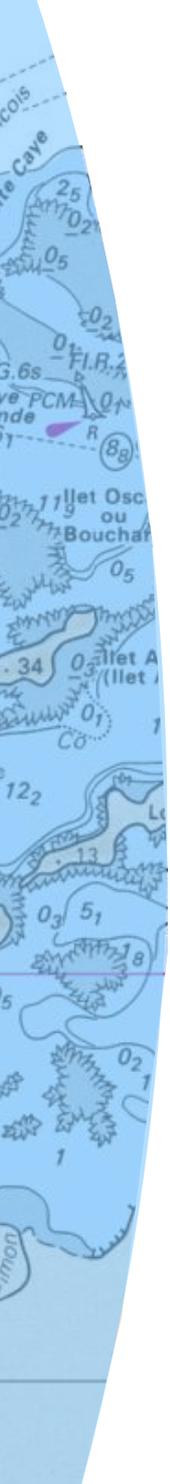
Forte présence radio, télévision et réseaux internet pendant les 3 jours de la conférence. Retransmission vers la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane du débat télévisé du 24 octobre.

- **Un relai au niveau national et international :**

Reportages sur BFM, Cnews, France O pour la télévision. Articles sur le web : Orange actualités, médiapart, environnement magazine.fr, huffingpost, l'info durable, newsy today, discover montserrat.

Merci!

- Crédits : pngtree.com – 123RF



AVIS SUR LE DOCUMENT STRATÉGIQUE DE BASSIN

Avis

Après les avis formulés fiche par fiche

→ tour de table pour avis global sur le document

Le secrétariat du CMUBA rédigera l'avis à partir de vos contributions.

